



---

## Bulletin sur les négociations de l'APUO mars 2016

### APUO Bargaining Bulletin March 2016

#### Tables des matières :

[Pourquoi l'accès aux services de garde d'enfants ?](#)

[Le Bureau des gouverneurs répond à l'APUO concernant les compressions budgétaires](#)

[Déjeuner conférence de l'APUO](#)

[Rappel : Coordonnées personnelles](#)

[Invitez notre Présidente à visiter votre département](#)

#### Contents:

[Why Child Care?](#)

[Board of Governors responds to APUO regarding Budget Cuts](#)

[APUO Lunch and Learn](#)

[Reminder: Personal contact information](#)

[Invite our President to your department](#)

---

L'équipe de négociation de l'APUO continue à rencontrer l'employeur deux fois par semaine, comme cela a été le cas depuis novembre dernier. Cette semaine nous avons présenté notre proposition sur les services de garde.

#### Pourquoi l'accès aux services de garde d'enfants ?

Au cours des trois dernières rondes de négociations, l'APUO a fait des propositions pour améliorer l'accès aux services de garde d'enfants. Bien que les services de garde pourraient être perçus comme un enjeu qui ne touche qu'une minorité de nos membres, l'absence d'accès à des services de garde abordables est une question d'équité qui nous affecte tous et toutes.

Nous avons mené une enquête sur les besoins de garde d'enfants des membres de l'APUO et d'autres membres de la communauté universitaire parce que nous savons que la garde d'enfants est un sujet qui nous affecte tous et toutes et pas seulement l'APUO. Les membres de l'APUO, du PSUO, de GSAÉD, du SCFP et de la FÉUO ont tous répondu à notre questionnaire. Parmi les membres de l'APUO (182 réponses), seulement un peu plus de la moitié avaient un accès aux services de garde d'enfants. Environ 30% sont présentement sur la liste d'attente pour ces services et un autre 20 % de nos membres ont l'intention de se mettre sur la liste d'attente dans l'avenir proche. Parmi les membres qui ont répondu à notre enquête, 84 % ont deux enfants, 49 % ont un enfant, 14 % ont trois enfants et 5 % ont quatre enfants en dessous de l'âge de 11 ans.

Traditionnellement, la responsabilité des enfants a principalement été l'affaire des femmes. Bien que la recherche ait démontré que l'écart entre la participation des hommes et des femmes aux travaux domestiques s'est réduit au cours des 20 dernières années, la responsabilité des enfants demeure encore principalement

l'affaire des femmes, notamment en ce qui concerne l'organisation et la planification. Un manque d'accès à des services de garde de qualité signifie que les femmes sont désavantagées de manière disproportionnée sur le plan du travail. Faire des services de garde une nécessité est une démarche qui soutient l'égalité des femmes en faisant de la discussion sur l'accès une discussion sur les droits sociaux fondamentaux permettant aux femmes d'être des citoyennes à part entière dans leurs communautés respectives.

Nos lecteurs connaissent probablement la garderie Bernadette sur le campus, qui est manifestement inadéquate pour répondre à la demande de garde d'enfants de la communauté universitaire, sans parler des communautés de Côte-de-Sable et de la Basse-Ville. Le centre Bernadette a présentement 638 enfants sur sa liste d'attente. Seulement 9 % des membres de l'APUO qui ont répondu à notre enquête utilisent présentement le centre Bernadette, mais environ la moitié des répondant.e.s ont indiqué qu'ils/elles l'utiliseraient si une place se libérait. Ceci représente 88 réponses – environ deux fois la capacité présente du centre Bernadette (49 enfants). En outre, 103 répondants ont indiqué qu'ils/elles utiliseraient un service de garde d'enfants qui se trouve proche de l'université, mais qui n'est pas forcément le centre Bernadette.

L'impact d'un faible accès à des services de garde de qualité n'en est pas moins ressenti par l'ensemble du milieu de travail. Sans service de garde, les parents sont souvent contraints de prolonger leurs congés, de s'absenter du travail ou de quitter leur emploi pour pouvoir s'occuper de leurs enfants. En outre, la recherche a démontré que les travailleurs et travailleuses ayant accès aux services de garde sont plus satisfait.e.s au travail, ce qui a un impact positif sur la productivité et la performance au travail.

Environ 78 % des membres de l'APUO vivent en Ontario, dont la majorité à Ottawa, une ville qui possède des frais de garde parmi les plus élevés au pays. La plupart de nos membres paient entre 443 \$ et 1617 \$ par mois pour des services de garde. La charge financière est particulièrement lourde pour les professeur.e.s en début de carrière, qui paient environ 29 % de leur revenu mensuel pour des services de garde une fois de retour au travail à temps plein.

#### *Nos revendications*

Pendant la dernière ronde de négociations (convention collective 2012-2016) nous avons établi un comité mixte pluripartite pour se pencher sur ce sujet. Le comité s'est réuni plusieurs fois, mais n'a pas émis de recommandations, ce qui est fréquent de comités mis sur pied pendant une période de négociations et qui ont pour but d'examiner des sujets contentieux. Cette fois-ci, nous visons des résultats concrets. L'APUO a soumis deux propositions. La première proposition demande à l'Université d'Ottawa de créer un fonds d'infrastructure pour la garde d'enfants destiné à construire ou à rénover un local. Nos membres auront de plus en plus de difficultés à trouver des places dans les prochaines années puisque les nouvelles règles provinciales sur la garde privée d'enfants à domicile forceront bon nombre de centres à fermer leurs portes. En outre, nous espérons que ces fonds se conjuguent aux fonds similaires du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral, puisque le gouvernement fédéral libéral promet depuis longtemps d'investir dans la garde d'enfants. La deuxième proposition créerait un fonds pour subventionner la garde d'enfants qui serait géré par l'APUO.

Parmi les universités comparatrices, l'Université McMaster a mis sur pied un centre de garde d'enfants accrédité à but non lucratif qui offre un service de garde et d'apprentissage de très haute qualité pour 71 enfants âgés de 18 mois à 5 ans. Ce centre est localisé sur le campus de l'Université à Hamilton et est en service depuis 1975. Il existe aussi un centre de garde d'enfants appartenant à l'Association étudiante de McMaster pour les enfants âgés de 18 mois à 4 ans.

L'Université de Waterloo détient un centre d'éducation de la petite enfance qui a été fondé en 1974 par le département de psychologie de l'Université de Waterloo. Il s'agit d'un centre de recherche pour l'étude du développement continu de l'enfant par le biais d'une recherche interactive axée sur l'observation et menée par des membres du corps professoral, des étudiant.e.s diplômé.e.s et des étudiant.e.s de premier cycle. Il fournit

un programme préscolaire de qualité à la communauté universitaire, ainsi qu'à la communauté plus étendue de la région de Waterloo. L'Université a récemment ouvert un nouveau centre, le Bright Starts Co-operative Early Learning Centre, en janvier 2014 qui fournit un service d'apprentissage préscolaire et de garde d'enfants de qualité au corps professoral, au personnel et aux étudiant.e.s de l'Université de Waterloo. Il accueille des enfants âgés de 18 mois à 6 ans et est le centre de garde d'enfants le plus important dans la région avec une capacité de 80 enfants préscolaires, 60 bambins et 20 nourrissons. Le personnel, le corps professoral et les étudiant.e.s ont la priorité.

L'université de Waterloo offre aussi une bourse pour couvrir les frais de garderie aux étudiant.e.s diplômé.e.s.

Western University détient deux centres de garde d'enfants pour les enfants âgés de 3 mois à 5 ans. Ceux-ci sont parmi les plus grands centres de garde d'enfants à but non lucratif en Ontario du sud-ouest.

L'Université de York gère un environnement de garde d'enfants coopératif, éducatif et multiculturel pour 120 enfants de la naissance jusqu'à l'âge de 10 ans. Beaucoup des parents sont des étudiant.e.s de premier cycle, des étudiant.e.s diplômé.e.s, du personnel et du corps professoral de l'Université de York.

Queen's Day Care est géré par la Queen's University. Son énoncé de mission consiste à surmonter les obstacles pour les parents qui étudient ou travaillent à l'Université. Il offre une garderie et de l'enseignement pour 89 enfants de la naissance jusqu'à l'âge de 6 ans à deux centres distincts. Les places sont réservées aux membres de Queen's University à un taux approximatif de deux-tiers (les étudiant.e.s détiennent la majeure partie de ces places et le reste est réservé au personnel et au corps professoral de Queen's) et un tiers aux membres de la communauté. Il y a aussi un centre préscolaire à Queen's pour 16 enfants âgés de 3 à 4 ans et encore 22 places pour des enfants âgés de 4 à 6 ans. En outre, Queen's soutient les membres du corps professoral qui ont des dépenses de garde d'enfants admissibles pour des enfants à charge de moins de 7 ans. Les subsides sont d'environ 2000 \$ par an pour chaque enfant admissible.

Enfin, l'Université de Toronto (qui n'est pas un comparateur, mais qui sert de modèle à plusieurs égards) détient six centres de garde d'enfants à but non lucratif pour des enfants âgés de 6 semaines à 4 ans, dont trois sont des centres de recherche pour l'éducation de la petite enfance.

Au cours des dix dernières années, les membres de l'APUO ont soulevé le sujet des services de garde à chaque ronde de négociation. L'APUO est prête à travailler avec l'employeur afin d'en faire une réalité pour l'ensemble de notre communauté. Un effort doit toutefois être fait par les deux parties. L'APUO espère sincèrement qu'il s'agit maintenant d'un enjeu dont les deux parties réalisent l'importance et voient l'avantage à passer à l'action dans l'intérêt de toute la communauté, que ce soit des parents qui travaillent (et particulièrement des mères), des étudiant.e.s avec enfants à charge ou des voisins.

\*\*\*\*\*

APUO's negotiation team continues to meet with the Employer twice a week, as it has since November. This week, we presented our proposal on child care.

### **Why Child Care?**

Over the past three bargaining rounds, the APUO has tabled language to improve access to childcare services. While childcare might be perceived as an issue that affects only a minority of our membership, a lack of access to affordable childcare is an equity issue that affects all of us.

We conducted a survey on child care needs of APUO members and other members of the university community because we know that childcare is a universal issue, not only an APUO issue. Members from APTUO, SSUO, GSAED, CUPE and SFUO all answered our survey. Among APUO members (182 responses), only slightly more than half of members had access to child care facilities. About 30% are currently on waiting lists for child care and another 20% intend to be on a waiting list in the near future. Of the members who answered our survey, 84% have two children, 49% have one, 14% have three and 5% have four children under the age of eleven.

The responsibility for the care of children has traditionally been held primarily by women. Although research has shown that differences in male and female participation in domestic labour have been converging over the last 20 years, women continue to be primarily responsible for the care of children, especially in terms of organizing and planning. A lack of access to quality child care means that women are disproportionately put at a disadvantage in terms of being able to work. Making childcare a necessity supports women's equality by shifting the discussion of access to discussion of basic social rights, permitting women to be full citizens in their respective communities.

Readers are probably familiar with the Bernadette child care facility on campus, which is woefully inadequate to respond to the demand for child care for the campus community, let alone the communities of Sandy Hill and Lowertown. Bernadette currently has 638 children on the waiting list. Only 9% of APUO members who responded to our survey currently use Bernadette but about half of the respondents indicated that they would use Bernadette if a spot opened up. That represents 88 responses - nearly double what the current capacity of Bernadette is (49 children). Furthermore, 103 respondents indicated that they would use a child care facility that is close to the university, but is not necessarily Bernadette.

The impact of a lack of quality care can have an impact on everyone in the workplace. Without childcare, parents are often forced to extend leaves, miss work, or quit entirely in order to care for their children. Further, research has shown that workers with access to childcare show greater job satisfaction which has positive impacts on productivity and work performance.

Approximately 78% of APUO members live in Ontario, the majority of whom live in Ottawa, a city which has some of the highest childcare fees in the country. Most of our members pay between \$443-1617 per month for childcare. The financial burden is particularly heavy for junior faculty who are at the beginning of their careers, who pay about 29% of monthly income for childcare once they return to work full time.

#### *Our ask*

In the last round (2012-2016) we struck a multi-stakeholder joint committee to examine the issue. The committee met a few times but failed to produce recommendations, which is typical of committees established during bargaining that intend to investigate a contentious issue. This time we want results. The APUO has tabled two proposals. The first asks the University of Ottawa to create a childcare infrastructure fund to build or renovate a facility. Our members are going to face increasing difficulties finding childcare spaces in the next few years since new provincial regulations on private, home-based childcare are going to force the closure of a number of spaces. In addition, we hope that this money can be used to leverage matching funds if they become available from the provincial or federal government, as the federal Liberal government has long promised to invest in childcare. The second proposal would create a fund to subsidize childcare that would be managed by the APUO.

Among our comparators, McMaster University offers a licensed non-profit child care centre offering high quality care and learning for 71 children ages 18 months – 5 years located on the McMaster University campus in Hamilton in operation since 1975. There is also a McMaster Students Union Childcare centre for children 18 months to four years old.

The University of Waterloo has an Early Childhood Education Centre, established in 1974 by the Psychology Department of the University of Waterloo. It is a research facility for the ongoing study of child development with observational and interactive research conducted by faculty members, graduate students and undergrad students. It provides a quality preschool program to the University community as well as to the larger community of the Region of Waterloo. The university recently opened a new facility, the Bright Starts Co-operative Early Learning Centre in January of 2014, providing high quality early learning and child care to the University of Waterloo faculty, staff, students and the surrounding region for children 18 months to six years of age. This is the region's biggest child care facility whose capacity is 80 preschoolers, 60 toddlers and 20 infants. Preference is given to children of the school's staff, faculty and students.

The University of Waterloo also offers a day care bursary to graduate students.

Western University has two day care centres for children 3 months to five years of age. They are among the largest non-profit daycare centres in South Western Ontario.

York University operates a cooperative, educational, multicultural daycare environment for 120 children from birth to ten years of age. Many of the parents are students, graduate students, staff and faculty of York University.

Queen's Day Care operates at Queen's University. Its mission statement is to reduce barriers for parents to attend school or work at Queen's. It offers care and education for 89 children from birth to age six at two separate locations. Spaces are reserved in an approximate ratio of two-thirds Queen's University members (with students holding the majority of these spaces and the remainder reserved for staff and faculty of Queen's) and one-third community members. There is also a preschool facility at Queens for 16 children ages 3 and 4 and 22 more spots for children ages 4 to 6. Furthermore, Queen's supports faculty members who undertake eligible daycare expenses for dependent children under the age of seven. The subsidies are approximately \$2000.00 per year per eligible child.

Finally, the University of Toronto (not our comparator, but which we look to as a model in many ways) has six not for profit child care centres for children aged 6 weeks to 4 years, three of which are research facilities for early childhood education.

Over the last ten years APUO members have raised the issue of child care during every single round of bargaining. APUO is willing to work with the employer to make this happen for our community. But it takes both sides to make this effort and APUO sincerely hopes that this is an issue on which both parties can see the benefit for the whole community, be they parent workers (especially mothers), students with children or neighbours.

---

### **Le Bureau des gouverneurs répond à l'APUO concernant les compressions budgétaires**

L'APUO a écrit une lettre ouverte au Bureau des gouverneurs au sujet des coupures (initialement proposées, maintenant imposées) aux facultés et services pour 2016-2017. Dans cette lettre, l'APUO remet en question la nécessité de ces coupures et demande au Bureau si leurs effets sur les étudiant.e.s ont été bien considérés. L'APUO y remet aussi en question la transparence et la précision des systèmes de comptabilité et d'établissement du budget utilisés par le Bureau. Vous pouvez lire la lettre originale, datée du 2 février 2016, [ici](#).

L'APUO a reçu une réponse à sa lettre le 26 février. La présidente du Bureau des gouverneurs y défend la pratique systématique de séparation des excédents (totalisant maintenant plus de 800 millions \$) du budget de l'année en cours, comme s'il n'était pas possible de payer les déficits actuels en utilisant les excédents antérieurs. Le Bureau défend également la nécessité d'imposer des coupes importantes aux facultés et services. Bien que le montant puisse paraître petit — 2% —, le fait est que la plupart des facultés et services consacrent la majeure partie de leur budget à des coûts fixes (les salaires). Par conséquent, les 2% représentent une réduction beaucoup plus importante de la part discrétionnaire du budget, qui comprend les montants qui peuvent être consacrés à enrichir la vie universitaire des étudiant.e.s. Vous pouvez lire la réponse du Bureau [ici](#).

La Faculté des sciences sociales, l'École de développement international et mondialisation, le Département de mathématiques et de statistique et plusieurs autres unités ont adopté une résolution contre les coupures budgétaires (voir [ici](#)). Le Conseil de la Bibliothèque a adopté sa propre réponse aux compressions budgétaires réclamant plus de transparence et de précision dans les pratiques financières de l'université (voir [ici](#)).

Nous avons reçu beaucoup de rétroaction de nos membres sur différents enjeux liés à la gouvernance à l'Université d'Ottawa. En tant que votre syndicat, nous travaillons donc sur ces enjeux de diverses manières. Par exemple, nous avons présenté plusieurs propositions lors des négociations collectives. Qui plus est, au moyen d'une demande de révision judiciaire, nous contestons la légalité des augmentations de salaire des cadres supérieurs approuvées par le Bureau des gouverneurs. Nous avons également remis en vigueur le processus d'évaluation des doyens.ne.s par les membres de l'APUO à des moments spécifiques, comme cela a été le cas récemment avec les Facultés de droit civil, de sciences de la santé et de sciences sociales, de même qu'avec l'École de gestion (le rapport paraîtra sous peu). Et bien entendu, nous continuons à déposer des griefs.

\*\*\*\*\*

### **Board of Governors responds to APUO regarding Budget Cuts**

The APUO wrote an open letter to the Board of Governors about the cuts (originally proposed, now mandated) to faculties and services for 2016-2017. In it, APUO questioned the need for the cuts as well as whether the Board had considered the effects of the cuts on students. APUO also questioned the transparency and accuracy of the Board's accounting and budgeting systems. You can read the original letter, dated February 2, 2016, [here](#).

APUO received a response on February 26 in which the Chair of the Board defended the practice of separating surplus revenues (now totalling over \$ 800 million) from the budget for the current year, as though it is not possible to pay for current deficits using past surpluses. The Board also defended the need to impose significant cuts to faculties and services. Though the amount may sound small – 2% - the fact is that most faculties and services pay a majority of their budget to fixed costs (salaries). Therefore the 2% actually represents a much greater cut to the discretionary part of the budget which includes expenditures that make university life richer for students. Read the Board's response [here](#).

The Faculty of Social Sciences, the School of International Development and Globalization Studies, the Mathematics and Statistics Department, and several other units all passed a resolution against the budget cuts (see [here](#)). The Library Council has passed its own response to the budget cuts calling for more transparency and accuracy in the financial practices of the university (see [here](#)).

We have heard serious feedback from members on a variety of issues concerning governance at the University of Ottawa, so as your union, we are also working on the issues in other ways. For example, we have tabled a

number of proposals in collective bargaining. We are challenging the legality of the Board's wage increases for senior administration through an application for judicial review. We reinstated a former practice where APUO members review Deans at specific points in their deanship as we did recently in the Faculties of Droit Civil, Health Science, Management and Social Sciences (report to be released shortly). And of course we are filing grievances.

---

### **Déjeuner conférence de l'APUO**

L'APUO a organisé un déjeuner-conférence le jeudi 25 février 2016 au Café Nostalgica. L'évènement a généré une forte participation et suscité un intérêt vif parmi les membres de l'APUO venus en apprendre davantage sur les derniers développements dans les négociations collectives de 2016. L'APUO a l'intention de répéter l'évènement dans un proche avenir. Merci à tous ceux et celles qui ont participé et contribué à cette réussite. Vous pouvez consulter le document discuté pendant la réunion [ici](#).

\*\*\*\*\*

### **APUO Lunch and Learn**

The APUO organized a Lunch and Learn event on Thursday, February 25 at Café Nostalgica, which was well attended and raised considerable interest among APUO members keen to learn about the progress of the 2016 collective bargaining. The APUO intends on repeating this event in the near future. Thank you to all who attended and contributed to this success. You can consult the document discussed during the meeting [here](#).

---

### **Rappel : Coordonnées personnelles**

Tel que mentionné dans un précédent bulletin, l'APUO vous demande de nous fournir vos coordonnées personnelles. Ces renseignements seront utilisés uniquement en cas de besoin pour communiquer avec vous concernant les négociations dans le cas d'un conflit de travail (grève ou lock-out) si l'employeur supprime l'accès aux courriels uOttawa. En vertu de la [politique sur les renseignements personnels de l'APUO](#), vos coordonnées ne seront pas divulguées à des tiers.

Si vous ne l'avez pas encore fait, veuillez s.v.p. nous faire part de vos coordonnées personnelles en complétant notre [questionnaire](#). Cela ne vous prendra que quelques minutes.

\*\*\*\*\*

### **Reminder: Personal contact information**

As discussed in a previous bulletin, the APUO is requesting you to provide us with your personal contact details. This information will be used solely for the purposes of communicating with you about negotiations in the event that a work disturbance (strike or lockout) happens and that the employer cuts our uOttawa email access. As per [APUO privacy policy](#), your information will not be disclosed to any other party.

If you have not already done so, please send us your personal contact information by responding to our [questionnaire](#). It should not take more than a few minutes.

---

## Invitez notre Présidente à visiter votre département

L'APUO est à votre disposition pour des précisions concernant les négociations ou toute autre question qui vous préoccupe. Notre Présidente, Jennifer Dekker, et les autres membres du Comité exécutif se feraient un plaisir de s'entretenir avec vous et vos collègues lors de vos réunions départementales. Veuillez communiquer avec Jennifer Dekker à : [apuopres@uottawa.ca](mailto:apuopres@uottawa.ca). Au plaisir de vous rencontrer.

\*\*\*\*\*

## Invite our President to your department

The APUO is at your service for all details concerning collective bargaining or for any other issue you may be encountering. APUO's President, Jennifer Dekker, as well as the other members of the APUO Executive Committee, would be pleased to come and talk to you and your colleagues during your departmental meetings. You can contact Jennifer Dekker at: [apuopres@uottawa.ca](mailto:apuopres@uottawa.ca). We look forward to hearing from you.

---

*Association des professeur(e)s de l'Université d'Ottawa*  
*Association of Professors of the University of Ottawa*  
170, Waller, Ottawa ON  
Canada K1N 9B9  
613-230-3659 (téléphone/phone)  
613-230-4130 (télécopieur/fax)  
[www.apuo.ca](http://www.apuo.ca)

## SUIVEZ-NOUS / STAY CONNECTED

